

LAURIN-FRENETTE, Nicole, *Production de l'État et formes de la nation*. Montréal, Nouvelle optique, 1978. \$8.95.

André Vachet

Volume 34, Number 3, décembre 1980

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/303886ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/303886ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Vachet, A. (1980). Review of [LAURIN-FRENETTE, Nicole, *Production de l'État et formes de la nation*. Montréal, Nouvelle optique, 1978. \$8.95.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 34(3), 444–448. <https://doi.org/10.7202/303886ar>

FRENETTE, Nicole LAURIN -, *Production de l'État et formes de la nation*. Montréal, Nouvelle optique, 1978. \$8.95.

Ces dernières années, combien d'ouvrages sur le Québec n'ont pas le

nationalisme comme problématique? C'est le cas de l'ouvrage de Nicole Laurin-Frenette, *Production de l'État et formes de la nation*, qui, malgré le titre, se centre sur le nationalisme et l'histoire du nationalisme, même quand il est question de l'État.

Mais ce rapport au nationalisme est ici intéressant et fécond car l'auteur s'engage non dans un panégyrique, ni dans une charge à fond, mais présente plutôt une auto-critique de ses positions antérieures. Il ne s'agit pas non plus de proposer une interprétation historique du nationalisme ou de faire «l'histoire au second degré», mais de vérifier certaines hypothèses théoriques en utilisant des matériaux produits par l'historiographie.

La théorie, ou mieux les hypothèses énoncées, reposent avec souplesse et quelques accommodements sur l'analyse marxiste et la compréhension de tout le processus social global comme référé au procès de la production sociale dont la production économique n'est qu'un élément. Or, en tirant profit de ses recherches antérieures sur l'analyse systémique, l'auteur a l'originalité de remarquer que les éléments d'un procès de production reçoivent leur sens de leur place dans ce procès. Ce qui en quelque sorte subordonne les agents et leur dynamisme propre en faveur d'un système de places traduit facilement en système de pouvoir (dominant-dominé). On évite ainsi à la fois le piège de l'identification des classes sociales, de leur multiplication en fonction des différences conjoncturelles, et la tendance de la sociologie québécoise «dite de gauche» à confondre les rapports ethniques et les rapports de classes ou du moins à les superposer. Par suite aussi toute transformation du système social tient à la modification du système de places, ce qui laisse pendante toutefois la question des causes de la transformation de celui-ci. Il en suit aussi que le vrai problème sociologique est celui du pouvoir... ou du contrôle des places (p. 16), ce qui permet d'intégrer de façon beaucoup plus cohérente le problème de l'État (p. 59) que ne le fait la sociologie marxiste des classes comme source de toute dynamique sociale et historique («l'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes»...).

Appliquée au nationalisme, cette théorie des places permet de tester la dichotomie de la nation se balançant entre le réel et l'imaginaire (p. 19), entre l'autonomie et l'idéologie, entre le pouvoir et l'illusion, et de reconnaître l'ambiguïté du phénomène (p. 58-59), son caractère second, son instrumentalité, mais aussi sa consistance, sa permanence et son efficacité dans les entreprises de contrôle et les luttes pour le pouvoir et la domination.

Toute l'analyse repose sur une hypothèse de départ que l'auteur résume bien: «La nation constitue une dimension essentielle du sens, pour les agents, de leur insertion dans les procès du mode de production

capitaliste» (p. 155). Cette hypothèse se spécifie en trois propositions encadrant une problématique: a) «la nation est un phénomène d'ordre idéologique, de l'ordre du sens... à ce titre la nation existe réellement comme tout autre fait du même ordre»; b) «lorsque nous disons que la nation existe comme sens, pour des agents, de l'inscription dans les procès au sein des appareils, nous n'entendons pas qu'elle épuise tout le sens pour les agents ainsi considérés»; c) «l'essentiel demeure toutefois l'efficacité du sens produit dans le nationalisme qui est de constituer les agents en nation et d'être ainsi une des conditions de la reproduction des procès, en garantissant l'insertion des agents dans ces procès» (p. 40-41).

Cette problématique s'applique naturellement aux six conjonctures particulières que l'auteur retient dans l'histoire du Québec et elle permet de rendre compte du système de pouvoir qui s'y développe, ce système de pouvoir déterminant à son tour le discours nationaliste intégrateur et conservateur.

Inutile ici de retracer cette évolution à partir des difficultés d'articulation entre l'économie et le politique dans la période précédant et suivant immédiatement la Conquête. Difficultés qui laissent encore flottantes les places, mais où la noblesse et la bourgeoisie liées et se fusionnant annoncent déjà un nouveau sous-ensemble dominant (p. 64-65). Celui-ci prendra forme dans la période suivante qui se termine par la Rébellion. Alors, d'une part est assurée la domination des conquérants, mais aussi la reproduction ou la survivance des conquis établissant une dialectique de la soumission/survivance qui demeurera entière pendant presque deux siècles. Et d'autre part s'institutionnalise progressivement un système dominant de fonctions et de rapports entre des sous-ensembles qui s'y rapportent. Dans ce contexte qui amène la décadence du régime seigneurial, «une place devient progressivement vacante, qui n'est pas celle de la propriété, mais du contrôle juridique, technique, politique de la production et des producteurs. Le notaire, le cleric de village, le marchand et le petit industriel local (forge, scierie, etc.) vont prendre cette place» (p. 72). Face à la place dominante de la bourgeoisie marchande majoritairement anglophone, une nouvelle place s'impose et une nouvelle force sociale s'affirme forte d'une légitimité qui tient à son «insertion directe dans les procès sociaux, surtout dans le milieu rural» (*Ibidem*). Et c'est la lutte pour s'emparer de places bénéficiaires des services de l'Etat. Et lutte aussi pour le contrôle de cet Etat qu'occupe déjà à moitié «la petite-bourgeoisie professionnelle» qui l'investit «de l'idéologie nationaliste, qui se présente comme la condition *sine qua non* de son organisation et de sa reproduction en tant qu'élément de l'appareil politique des procès capitalistes» (p. 74).

Etat et nation se trouve alors dès le début indissociablement unis dans la lutte pour l'occupation des places dominantes. Et cette lutte sera d'abord nationale longtemps avant d'être sociale! L'Union, puis la Con-

fédération confirment nettement «que l'enjeu structurel des mouvements précédents était la réalisation d'un nouveau mode d'intégration des sous-ensembles dominants». La lutte cesse «une fois les nouvelles places bien établies et les groupes bien installés dans ces places», une fois que les «notables francophones, en tant que notables et francophones», se voient attribuer «la place de l'État ou, à tout le moins, la part de cette place correspondant au territoire et à la population, qu'il s'agissait de gouverner» (p. 76-77). Et cela pour les quelque cent prochaines années qui forment le «Moyen âge» du Québec, selon l'auteur.

Pendant ce temps se confirme l'hypothèse du «caractère arbitraire et fonctionnel de la nation, en tant qu'elle constitue l'État comme appareil privilégié, au sein du réseau des appareils multiples où s'effectuent les procès de contrôle» (p. 79). Ce que l'auteur affirme être le cas de l'État canadien, mais combien plus du nationalisme québécois même si celui-ci est investi par le pouvoir de l'Église qui se subordonne à l'État québécois en le réduisant à «rien de mieux qu'une petite administration provinciale poussiéreuse» (p. 122)!

L'étape de la Révolution tranquille, malgré sa complexité et ses causes multiples, peut être analysée comme la reconstruction de la nation dans l'État (p. 121). Ce qui fait apparaître encore plus la nature étatique de la nation. Ainsi on peut expliquer la résurgence de l'affirmation «d'une nation québécoise dont la reproduction serait une 'affaire d'État', c'est-à-dire qu'elle dépendrait directement de l'intervention de l'appareil politique; la nature et le mode de cette intervention seraient fonction de l'orientation du groupe occupant la place de l'État» (p. 128). Ainsi s'explique aussi «la revalorisation de l'État comme mode d'organisation de la nation et des classes dans la nation» (p. 131). Ce qui entraîne alors la lutte pour l'indépendance ou pour le fédéralisme en réponse à la question de savoir «quel État peut garantir le plus efficacement la reproduction de la nation québécoise et comment» (p. 128).

Et une fois de plus, cette lutte se développe sans que d'une part ou de l'autre soit remise «en cause la place de l'État dans les réseaux de contrôle et de la reproduction» (p. 145) malgré un discours parfois «de gauche». Ce qu'illustrent bien le Parti québécois et le programme de la souveraineté-association. Le nationalisme y garantit la réaffirmation et la reproduction de la place de l'État mais il protège aussi le système entier des places établies dans la nation, y compris le système de contrôle culturel, social et économique nécessairement intégré à un ensemble plus grand (nord-américain).

Les remarques qui précèdent ne peuvent rendre compte de l'intégralité des intuitions et des analyses de Nicole Laurin-Frenette. Schématisées ainsi, elles risquent même peut-être d'en fausser le sens. Mais au moins l'on aura perçu leur originalité et parfois leur nouveauté. Les hypothèses théoriques qui fondent l'analyse renouvellent en effet la lecture de l'his-

toire sociale canadienne et québécoise en déplaçant, «ici et là, d'une fraction à peine, le faisceau du projecteur qui plonge dans le passé pour le relire au présent, dans l'analyse sociologique» (p. 61). C'est là sans doute pourquoi, dans l'ensemble combien ennuyeux et répétitif des textes québécois récents sur le nationalisme, il y a dans ce livre beaucoup de lumière et de fraîcheur, mais aussi beaucoup de provocation pour toute pensée qui recherche «la possession tranquille de la vérité»! Il ne peut que déranger et choquer à la fois les tenants du nationalisme comme aussi tous ceux qui en affirment le caractère illusoire. Ils renvoient les uns et les autres à une nouvelle étude de la question nationale.

Nouvelle étude, car cet ouvrage modeste se limite à y inviter en posant plus de questions qu'il n'indique de réponses. Et cela tant au plan théorique qu'à celui de l'analyse sociologique de l'histoire.

C'est ainsi, par exemple, que la stratégie qui rend compte de la lutte des forces sociales comme la lutte pour les places dans le procès de production doit être revue attentivement pour éviter tout formalisme et surtout tout mécanisme, ce qui n'est peut-être pas absent de l'interprétation proposée ici. Il ne faudrait pas remplacer le mécanisme économiste sur le modèle de la machine à vapeur par une mécanique spatiale gérée par une énergie semblable à «un computer très perfectionné» (p. 107-108). L'intérêt de la démarche et sa fécondité n'empêchent pas la prudence!

De même l'analyse sociologique pose implicitement le problème de l'indépendance. Plus précisément elle oblige à se demander si le nationalisme québécois peut vraiment supporter l'hypothèse de l'indépendance de la société qui y correspond. Le système concret des places tel qu'analysé n'amène-t-il pas à conclure que la nation étatique (mieux que l'Etat national) ne peut être qu'un sous-ensemble dont les dynamismes répondent de centres qui, en se situant à la fois hors de la nation et hors de l'Etat, en grèvent intrinsèquement et structurellement toute propension à l'autonomie réelle? N'est-ce pas là, au fond, le sens profond d'un certain référendum...?

Ce n'est là que deux exemples des problèmes fondamentaux que pose cet ouvrage et de la réflexion qu'il peut entraîner. C'est pourquoi si le livre de Nicole Laurin-Frenette n'est pas un grand livre — il n'a pas cette prétention — il est un bon livre, un bon livre intéressant et fécond et l'un des meilleurs textes québécois sur la question nationale. Cela est suffisant...

*Département de science politique
Université d'Ottawa*

ANDRÉ VACHET